

renew europe.

UN MAX

pour l'Europe



MAX ORVILLE

Député européen, voix des Outre-mer





Chers amis,

Directeur d'école puis député européen originaire de la Martinique, ayant consacré toute ma vie à l'éducation, j'ai placé mon mandat sous le signe de la pédagogie et de l'action pour l'ensemble des citoyennes et citoyens européens, tout en gardant une attention particulière pour les Ultramarins.

Un député européen vote la législation qui s'appliquera à 450 millions de personnes. Sur l'environnement, les questions sociales, les transports, l'agriculture, les textes dont nous discutons impactent concrètement la vie des Européens sur des décennies. J'étudie chaque décision, chaque vote pour qu'il corresponde aux valeurs d'humanisme et de solidarité que je défends.

En tant qu'ultramarin, je m'emploie également à adapter la législation européenne aux Outre-mer. Pas seulement les Antilles ou les Outre-mer français, mais bien l'ensemble des 9 régions ultrapériphériques françaises, espagnole et portugaises. Nous représentons 1% de la population européenne, et j'œuvre avec mes collègues des Outre-mer auprès de tous les députés pour que nos spécificités soient comprises et incluses dans les textes européens.

Enfin, et parce que la solidarité européenne joue pleinement pour les territoires ultramarins, je travaille à ce que tous les fonds européens disponibles pour les régions ultrapériphériques soient utilisés. Alors que 20% des fonds européens consacrés à la France sont à destination des départements et régions d'Outre-mer français, nous devons mobiliser cet outil de développement nécessaire à la réussite de nos territoires.

Vous l'aurez compris, député de tous les Européens, je porte également la voix de nos compatriotes des Outre-mer, au Parlement comme auprès des institutions françaises.

Cela passe par un travail rigoureux en commission puis lors des séances plénières, de nombreuses rencontres et déplacements et aussi beaucoup de temps passé pour expliquer l'action des élus européens auprès des citoyens, notamment des plus jeunes.

Vous retrouverez dans ce bilan les actions de mon mandat depuis mon arrivée en mai 2022. Je travaillerai sans relâche, jusqu'au dernier quart d'heure, pour faire vivre la diversité des citoyens européens et pour rapprocher l'Union européenne de leur quotidien.

Je suis et resterai à votre écoute, pour échanger avec vous et faire avancer vos projets, car ce n'est qu'ensemble que nous pourrons progresser.

Max Orville

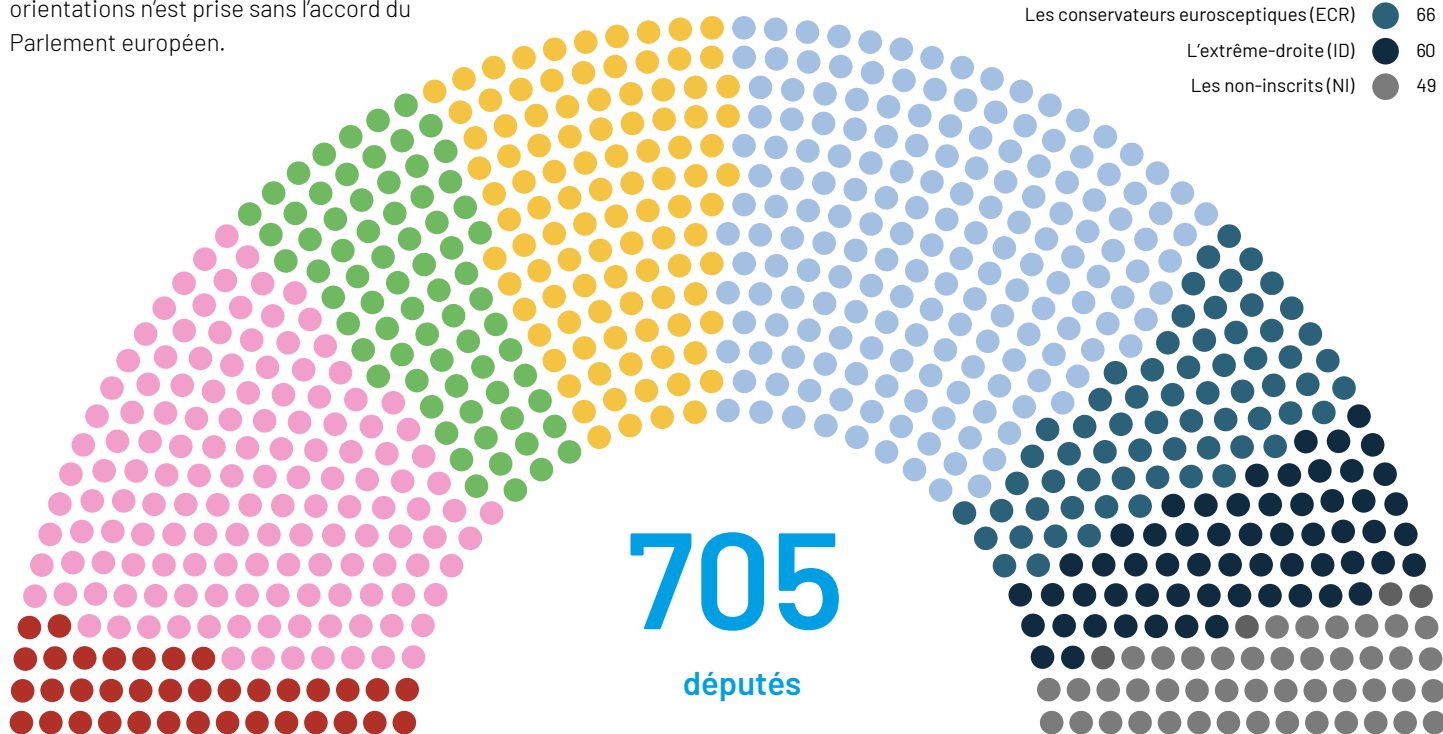
A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Max Orville'.

Comprendre le fonctionnement du Parlement européen

Le Parlement européen est l'institution de l'Union européenne qui représente les citoyens européens. Il est composé de 705 députés de 27 nationalités, élus pour 5 ans au suffrage universel direct.

Le Parlement vote la législation européenne avec son co-législateur, le Conseil de l'Union européenne (les ministres des pays membres), après proposition de la Commission européenne. Le Parlement contrôle l'action des autres institutions de l'Union et vote le budget conjointement avec le Conseil de l'Union européenne. En Europe, aucune des grandes orientations n'est prise sans l'accord du Parlement européen.

| | |
|--|-----|
| La gauche (GUE-NGL) | 37 |
| Les sociaux-démocrates (S&D) | 141 |
| Les écologistes (Verts-ALE) | 72 |
| Les libéraux-démocrates (Renew) | 101 |
| Les chrétiens-démocrates (PPE) | 178 |
| Les conservateurs eurosceptiques (ECR) | 66 |
| L'extrême-droite (ID) | 60 |
| Les non-inscrits (NI) | 49 |



Les députés européens travaillent les textes au sein de **commissions thématiques**. Nous les discutons ensuite avec notre groupe politique avant de les voter, une fois par mois, en séance plénière du Parlement européen à Strasbourg.

Je siége au sein de la commission de **l'emploi et des affaires sociales** (EMPL), de celle des **affaires constitutionnelles** (AFCO) ainsi que celle liée au suivi de la **pandémie de Covid-19** (COVI). Je suis également suppléant en commission de **l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire** (ENVI).

J'appartiens au groupe centriste, démocrate et progressiste Renew Europe. Avec 101 députés, **nous sommes la 3ème force politique au sein du Parlement européen**. Présidé par Stéphane Séjourné, notre groupe a une position centrale qui nous permet d'avoir une grande influence sur les textes votés au Parlement.

Avec la droite républicaine (le Parti populaire européen, PPE), les socialistes (Socialistes et démocrates, S&D) et les écologistes (Verts-ALE), nous formons la **majorité parlementaire de la présidente de la Commission européenne** Ursula von der Leyen. Nous travaillons pour bâtir sur chaque texte discuté des compromis qui représentent les intérêts des citoyens européens.

Pour renforcer les relations avec les pays qui ne sont pas membres de l'Union européenne, le Parlement a créé des **délégations de députés** européens qui traitent chacune d'un pays ou d'un ensemble de pays. Je suis à ce titre 1^{er} Vice-président de la **délégation des pays Afrique-Caraïbe-Pacifique** (DACP).

23 députés, ensemble pour une Europe puissance



Lors des élections européennes de mai 2019, la liste Renaissance menée par Nathalie Loiseau a rassemblé les partis de la majorité présidentielle d'Emmanuel Macron : La République en Marche, le Mouvement démocrate, Agir la Droite constructive et le Mouvement radical.

Avec 23 députés engagés pour une Europe plus forte, nous sommes l'une des plus importantes délégations du Parlement européen. Marie-Pierre Vedrenne (Mouvement démocrate) et Valérie Hayer (Renaissance), co-président notre délégation.

Nous disposons de **plusieurs présidences de commissions stratégiques** : celle de l'environnement avec Pascal Canfin, de la pêche avec Pierre Karleskind ou encore de la défense avec Nathalie Loiseau.

Nous comptons un membre titulaire dans chacune des 20 commissions du Parlement européen. Tous les membres de la délégation se sont donc spécialisés **pour porter notre voix sur tous les sujets** traités par le Parlement.

La délégation, désormais renommée L'Europe Ensemble, porte cinq priorités :

Priorité 1 Agir contre le changement climatique et pour la protection de l'environnement

Priorité 2 Construire une Europe sociale pour tous les citoyens

Priorité 3 Protéger la démocratie et l'État de droit en Europe et dans le monde

Priorité 4 Faire respecter l'Europe dans la mondialisation

Priorité 5 Donner à l'Europe les moyens de se défendre



Mon mandat en quelques dates

Enseignant, directeur d'école à Créteil et en Martinique, puis inspecteur de l'éducation
Jusqu'en mai 2022

Vote du paquet climat, la transition écologique en action
8 juin 2022

Déplacement en Martinique et en Guadeloupe auprès des acteurs économiques
20-27 août 2022

Vote d'une dérogation pour protéger la filière bois de Guyane
14 septembre 2022

24 mai 2022
Début du mandat

7 juillet 2022
Élection comme 1er Vice-président de la Délégation ACP/UE et co-président du Forum des femmes

7 septembre 2022
Dîner de travail à l'Élysée avec le Président de la République et les élus ultramarins

Déplacement en Martinique aux côtés du ministre des Outre-mer
13-15 janvier 2023

Participation à l'Assemblée parlementaire paritaire de la délégation UE/DACP à Bruxelles
2 mars 2023

Organisation d'une conférence à Bruxelles pour renforcer le partenariat entre l'UE et l'Afrique grâce à une coopération plus étroite en matière d'éducation
13 avril 2023

6 février 2023

Adoption à l'unanimité de mon avis sur la situation sociale des régions ultrapériphériques

3 mars 2023

Rencontres avec les agriculteurs locaux au Salon de l'agriculture à Paris

17-20 avril 2023

Présentation de l'exposition « Les Antilles-Guyane : un atout pour l'Europe » préparée avec des associations antillaises de Strasbourg

Participation à la présentation par la Première ministre des 72 mesures adoptées lors du Comité interministériel des Outre-mer
18 juillet 2023

Journées d'études du groupe Renew Europe à Vienne
4-6 septembre 2023

Déplacement à Mayotte aux côtés du ministre des Outre-mer concernant la crise de l'eau
27-29 septembre 2023

Adoption du rapport sur le Mécanisme de protection civile de l'Union
17 octobre 2023

18-26 août 2023

Déplacement auprès des socioprofessionnels de la Martinique

12 septembre 2023

Conférence « Les régions ultrapériphériques de l'UE : quelle est leur place dans le projet européen ? »

10-14 octobre 2023

Déplacement en Martinique aux côtés du ministre des Outre-mer et rencontres avec les acteurs de terrain

Congrès du Parti démocrate européen à Rome
14 octobre 2022

Organisation de la Conférence des Présidents des régions ultrapériphériques (CPRUP) au Parlement européen
14-16 novembre 2022

Événement en Martinique avec 150 lycéens pour l'année européenne de la jeunesse
30 novembre 2022

5 octobre 2022
Intervention en plénière pour dénoncer la situation politique à Haïti

4 novembre 2022
Création de la Maison de l'Europe Martinique

22 novembre 2022
Cérémonie des 70 ans du Parlement européen en présence de la Première ministre Élisabeth Borne

12-19 décembre 2022
Déplacement en Guyane à l'occasion du décollage d'Ariane V

Journée de l'Europe du Mouvement démocrate
9 mai 2023

Participation au Forum social européen de Porto
26-27 mai 2023

Adoption de mon rapport sur les Objectifs de développement durable
15 juin 2023

Déplacement à Mayotte autour de la crise de l'eau et en soutien à l'opération Wuambushu
6-9 juillet 2023

10 mai 2023
Conférence « La République comme moyen d'émancipation » à Strasbourg pour les commémorations de l'abolition de l'esclavage

10 juin 2023
Participation à l'événement European Youth Event auprès de 10 000 jeunes réunis à Strasbourg

22-23 juin 2023
Organisation d'un colloque européen « Les Outre-mer des solutions » en Martinique

12 juillet 2023
Adoption en plénière du rapport COVI

Conférence sur la protection de la biodiversité dans les Outre-mer à Bruxelles
25 octobre 2023

Rencontres avec les socioprofessionnels de la Martinique et de la Guadeloupe
28 octobre - 5 novembre 2023

Déplacement à Ténérife à l'occasion de la 28ème Conférence des Présidents des régions ultrapériphériques (CPRUP)
8-10 novembre 2023

20 octobre 2023
Réunion des élus ultramarins à l'Élysée avec Emmanuel Macron pour aborder l'avenir institutionnel des Outre-mer

25 octobre 2023
Adoption du volet social de la réforme de la gouvernance économique de l'Union

7 novembre 2023
Adoption de la directive sur les organismes d'égalité de traitement pour laquelle je suis rapporteur pour Renew Europe

25 novembre 2023
Réunion publique « L'Europe et les Outre-mer » à Créteil

L'Europe du **vivre ensemble**

La commission de l'emploi et des affaires sociales est chargée de l'amélioration des conditions de travail et de vie des Européens. J'ai fait le choix de me spécialiser dans des dossiers concernant l'égalité des chances pour tous.

Lutter contre toutes les discriminations

L'Union européenne a été fondée pour garantir la paix. Cela se traduit concrètement par l'opportunité d'avoir une vie paisible dans une société inclusive. C'est pourquoi **je lutte pour éliminer toutes les formes de discriminations**, qu'elles soient basées sur le sexe, l'âge, la couleur de peau, le handicap, la religion, la santé, le statut socio-économique, ou tout autre motif.

Chaque État membre a l'obligation de mettre en place un organisme chargé de l'égalité de traitement. En France, il s'agit du Défenseur des droits. Je porte pour mon groupe politique la législation européenne pour améliorer le fonctionnement de ces organismes et leur donner les moyens d'une action efficace.

Concrètement, **les personnes ayant subi des discriminations seront assurées de recevoir des conseils juridiques** sur les moyens de faire stopper la discrimination et d'obtenir réparation.

En tant qu'enseignant, je suis persuadé qu'une grande part de la prévention des discriminations passe par l'éducation. C'est pour cette raison que j'ai demandé à ce que des partenariats soient conclus entre les organismes pour l'égalité de traitement et les écoles afin d'informer et de former sur la lutte contre toutes les discriminations.



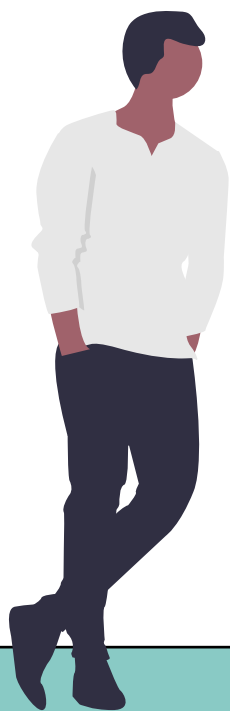
Réduire les inégalités

Le Parlement européen porte une voix forte sur la réduction des inégalités. C'est en donnant aux enfants et aux familles les mêmes opportunités que nous pourrions combattre les racines de la pauvreté et de l'exclusion sociale. J'ai défendu plusieurs propositions dans ce sens dans le cadre d'un rapport d'initiative de la commission des affaires sociales.

Notre priorité numéro 1 reste le déploiement de la garantie européenne pour l'enfance. Cet outil vise à assurer un filet de sécurité pour les enfants dans le besoin avec la prise en charge de l'accès aux services essentiels (petite enfance, éducation, alimentation, santé et logement).

La réduction des inégalités exige également une stratégie à long terme pour les investissements sociaux dans les services publics. Cela doit permettre leur présence, en nombre suffisant, sur l'ensemble du territoire de l'Union européenne. Mais il faut aussi **assurer leur qualité**, avec les bonnes ressources financières et humaines afin de revaloriser ces métiers et permettre des perspectives de carrière.

J'ai insisté sur la mise en place de formations pédagogiques sur la psychologie et les rythmes de l'enfant afin de l'accompagner dans tous les stades de son développement et de prévenir l'apparition des inégalités.



L'Europe sociale du quotidien

Les dernières années ont été marquées par plusieurs avancées sociales pour les Européens. La délégation L'Europe Ensemble a été au cœur du processus législatif pour garantir une amélioration concrète du quotidien.

Améliorer le niveau du salaire minimum

Chaque travailleur a le **droit à un salaire équitable** permettant un niveau de vie décent. Une nouvelle législation européenne vient garantir ce droit, avec un cadre commun pour fixer le salaire minimum légal dans chaque pays (comme le SMIC en France) et l'actualiser régulièrement.

Les négociations collectives sont également encouragées pour fixer les conditions de travail au plus proche de chaque secteur. Cela concerne au premier titre la rémunération, mais aussi les prestations sociales, les horaires et les congés, ainsi que la santé et la sécurité au travail.

Garantir la transparence des rémunérations

Grâce à une nouvelle loi, la transparence des rémunérations sera bientôt la norme en Europe tant dans le secteur public que privé.

C'est un nouveau droit pour tout candidat à l'emploi d'obtenir l'information sur la rémunération ou la fourchette de rémunération avant l'embauche.

C'est aussi un **nouveau droit pour tout travailleur** de demander des informations sur leur niveau de rémunération et sur les rémunérations des collègues effectuant le même travail. Cela permettra d'**éliminer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes** et ouvrira la possibilité d'une indemnisation en cas de différence injustifiée.



Préparer l'avenir



J'ai participé au **Forum social de Porto** pour accélérer la mise en œuvre du Socle européen des droits sociaux. Il s'agit de 20 principes et droits essentiels pour des marchés du travail et des systèmes de protection sociale équitables. L'ensemble des décideurs européens ont réaffirmé leur engagement pour la création d'emplois, l'augmentation de la formation professionnelle et la lutte contre la pauvreté.



10 solutions pour l'Outre-mer européen

À mon initiative, le Parlement européen s'est prononcé pour la première fois sur la situation sociale et de l'emploi dans les régions ultrapériphériques. En tant que rapporteur, j'ai pu développer de nombreuses solutions pour dynamiser nos territoires ultramarins :

- Solution 1** **Mettre en place des « zones franches sociales »**
pour créer des emplois et développer les compétences des populations des régions ultrapériphériques
- Solution 2** **Améliorer l'emploi des femmes**
avec le déploiement de service de garde abordables
- Solution 3** **Développer des plans de diversification des activités**
afin d'améliorer l'offre de travail
- Solution 4** **Mobiliser pleinement les fonds européens**
en renforçant les capacités humaines et administratives des autorités de gestion
- Solution 5** **Mettre en place des guichets uniques numériques**
pour aider les jeunes à trouver un emploi ou créer une entreprise
- Solution 6** **Favoriser la réinsertion sociale des toxicomanes**
par le financement de centres thérapeutiques
- Solution 7** **Élaborer des stratégies pour lutter contre la fuite des cerveaux**
afin d'encourager les forces vives à rester et faire revenir les talents
- Solution 8** **Garantir l'accès à tous les services essentiels**
(logement décent, eau potable, électricité, internet...)
- Solution 9** **Renforcer la mobilité étudiante**
vers et depuis les régions ultrapériphériques
- Solution 10** **Organiser un Sommet social**
afin de garantir l'application des politiques sociales en Outre-mer

Les régions ultrapériphériques

Les RUP sont des territoires physiquement situés hors du continent européen, mais qui appartiennent à l'UE. Elles bénéficient de par leur statut des mêmes droits et obligations que les autres États membres, à la différence près qu'il existe dans le droit européen une obligation de prendre en compte les spécificités de ces territoires (Art 349 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ou TFUE).

L'ensemble des Départements et Région d'Outre-Mer (DROM) et la partie française de l'île de Saint-Martin font partie des 9 régions ultrapériphériques européennes (RUP). S'y ajoutent les îles portugaises des Açores et de Madère ainsi que les Îles Canaries, qui appartiennent à l'Espagne.

Les pays et territoires d'outre-mer (PTOM)

Les 13 PTOM ne sont pas considérés comme faisant partie intégrante de l'Union européenne et ne sont ainsi pas soumis aux mêmes droits et obligations que les États membres (Art 198 du TFUE).



Des fonds européens pour le développement de nos territoires

L'Union européenne a fait de la solidarité une de ses valeurs fondamentales. Cette solidarité se manifeste concrètement par l'octroi de fonds européens massifs pour les 9 régions ultrapériphériques (RUP) de l'Union européenne. Depuis mon arrivée au Parlement, je travaille à ce que tous ces fonds soient pleinement utilisés.

Il existe deux types de financements européens : les **fonds européens** et les **programmes horizontaux**.

LES FONDS EUROPÉENS

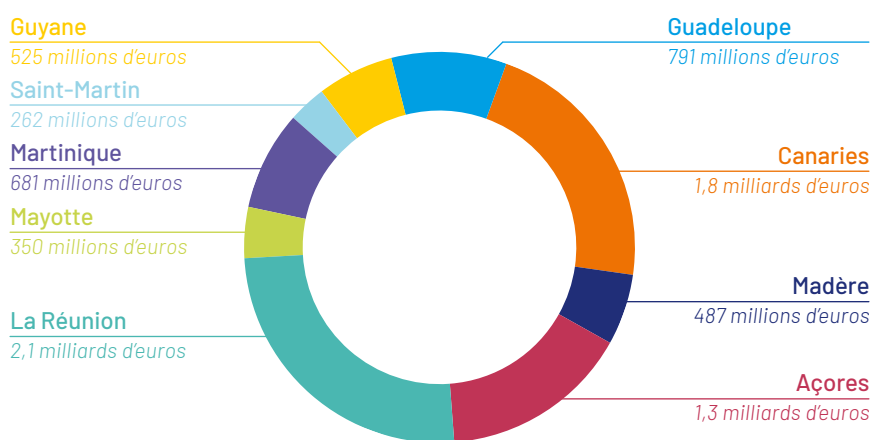
Les institutions européennes fixent les priorités mais leur mise en œuvre et leur gestion est assurée par les régions.

- le **FEDER** : Fonds européen de développement régional.
- le **FSE +** : Fonds social européen +, pour les questions relatives à l'emploi et aux politiques sociales.
- le **FEADER** : Fonds européen agricole pour le développement rural.
- le **FEAMPA** : Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture.

14 milliards

D'EUROS de fonds européens pour l'ensemble des RUP pour la période 2021-2027

Répartition des fonds FEDER et FSE pour la période 2014-2020



La problématique de la sous-consommation des fonds européens

Nos Outre-mer souffrent d'une sous-consommation particulièrement préoccupante des fonds structurels mis à leur disposition. Ces fonds sont décidés pour une période de 7 ans. **S'ils ne sont pas consommés à l'issue de la période, ils sont rendus à l'Union européenne.**

LES PROGRAMMES HORIZONTAUX

Ils sont **directement gérés par la Commission européenne** et sont destinés à des projets thématiques : environnement, recherche, transports, culture, économie bleue, innovation, numérique... C'est le cas par exemple du programme Erasmus+ dédié à la mobilité au sein de l'Union européenne.

Pour comprendre leur fonctionnement et assurer leur complète utilisation, j'ai **rencontré tous les acteurs pertinents au niveau européen et national** : des entreprises privées, les collectivités des Outre-mer, les services de la Commission européenne, dont la Commissaire responsable des RUP, Elisa Ferreira, les deux Ministres des Outre-mer, le Secrétaire général des affaires européennes chargé des fonds européens, tout comme les porteurs de projets et les banques.

Ces échanges m'ont permis de formuler plusieurs propositions :

- **Simplifier** les procédures.
- **Aider** les porteurs de projets à trouver les meilleures sources de financement.
- **Accompagner** les porteurs de projets pour monter leur projet et y voir plus clair parmi les multiples opportunités qui s'offrent à eux.
- **Veiller** à ce que les porteurs de projets puissent **avoir accès à des préfinancements** de la part des établissements bancaires.
- **Accompagner** les autorités de gestion dans leur logistique pour qu'elles puissent répondre aux porteurs de projets et informer sur les opportunités offertes par les fonds européens.

Retrouvez une présentation de chaque programme européen sur mon site internet maxorville.eu



Faire de l'Europe une puissance verte

L'Europe est en pleine mutation pour faire face au changement climatique. Avec le Pacte Vert, notre réponse est à la hauteur de l'enjeu : ce sont 75 lois pour amener l'Union européenne à la neutralité carbone d'ici à 2050. Ces lois vont faire évoluer nos comportements, nos habitudes de consommation, de production ou encore nos modes de transports, dans le but de laisser aux générations futures une planète saine.

Accélérer le déploiement des énergies renouvelables

D'ici à 2030, l'Union européenne devra produire 42,5% de son énergie à partir d'énergies renouvelables. Cela représente un doublement de la production d'énergies renouvelables en moins de 10 ans. Pour accélérer leur déploiement, des financements sont prévus et l'octroi de permis a été simplifié pour l'installation de panneaux solaires, d'éoliennes et de pompes à chaleur.

Les énergies renouvelables sont une chance extraordinaire d'assurer l'autonomie énergétique des Outre-mer. Nous devons devenir des territoires d'excellence en la matière. Pour cela, il nous faut mobiliser les richesses naturelles de nos territoires pour **atteindre le plus rapidement 100 % d'énergies renouvelables**. Il nous faudra également explorer de nouveaux procédés innovants pour la géothermie et l'énergie osmotique.



Restaurer la nature

Notre continent est le **premier au monde à travailler sur des mesures visant à restaurer la nature**. Il ne s'agit pas uniquement de conserver la biodiversité mais de la restaurer afin de développer les habitats de la faune et de la flore.

Avec **80 % de la biodiversité française présente dans les Outre-mer**, ces mesures seront cruciales pour protéger nos mangroves et nos espèces endémiques.



Pour une transition juste

Le Fonds social pour le climat, c'est **86,7 milliards d'euros pour aider les citoyens les plus vulnérables** à participer pleinement à la transition verte.

Il financera des mesures concrètes pour investir dans la rénovation et l'isolation des logements, le développement des transports en commun ou encore l'accès à des voitures zéro émission. Les États membres pourront également fournir une aide temporaire au revenu des ménages dans le besoin.



Pendant ma première année de mandat, j'ai mené les négociations pour mon groupe politique sur deux dossiers visant à atténuer les effets du changement climatique et améliorer la réaction en cas de catastrophes.

Les Objectifs de développement durable

Les Objectifs de développement durable des Nations Unies (ODD) sont 17 cibles mondiales à atteindre d'ici à 2030. Ils englobent, entre autres, la lutte contre la pauvreté, l'accès à une éducation de qualité, l'égalité de genres, le développement des énergies propres et abordables ou encore la lutte contre le changement climatique.



J'ai porté la position du Parlement européen pour demander l'accélération de leur mise en œuvre et la mise en place d'une réelle stratégie européenne pour atteindre ces objectifs. Cette stratégie doit inclure des mesures concrètes et un calendrier précis ainsi qu'un plan de financement adapté à notre ambition. La diplomatie européenne doit également aider nos partenaires du monde entier à réaliser ces ODD.

Réaliser les ODD, c'est assurer l'avenir prospère de notre planète et améliorer la qualité de vie de toutes les populations dans tous les territoires.

Le Mécanisme de protection civile de l'Union

Le Mécanisme de protection civile de l'Union est le principal outil pour assurer la sécurité des populations en Europe et dans le monde. Il intervient en cas de catastrophes comme **des incendies, des séismes, des tempêtes, ou encore en cas d'urgences humanitaires.**

Nous avons adopté une décision pour moderniser ce mécanisme afin de garantir l'assistance nécessaire aux États membres lors de **feux de forêts**. Ces incendies ont ravagé une fois de plus l'Europe l'été dernier et l'Union doit maintenant **développer sa propre flotte d'hydravions** afin de réagir plus vite et plus efficacement.



J'ai également visité le Centre de coordination de la réaction d'urgence où les équipes sont mobilisées 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, pour surveiller les risques aux populations européennes. J'ai insisté sur la mise en place de protocoles pour **prendre en compte l'éloignement des régions ultrapériphériques** afin de prévoir une protection efficace de nos populations ultramarines.

Un avion de la flotte rescEU
© Ismael Jorda for MBS

Pour une Europe plus **proche des citoyens**

En commission des affaires constitutionnelles, je cherche à rendre l'Union européenne plus efficace, plus démocratique et plus transparente. En proposant une modification des traités européens ou en favorisant l'intégration européenne, je rapproche les citoyens européens des institutions de l'Union.

Renforcer la démocratie européenne

Renforcer les liens entre les parlements nationaux et le Parlement européen, c'est renforcer la démocratie européenne.

Les Parlements nationaux peuvent participer aux travaux de l'Union européenne en exprimant des réserves sur les textes proposés par la Commission européenne. Dans un rapport porté au nom de mon groupe Renew Europe, j'ai demandé à ce que ces contributions ne soient plus seulement négatives, mais que **les Parlements nationaux puissent également proposer des ajouts aux textes de la Commission**.

J'ai aussi demandé **d'avantage de transparence**, notamment dans les réunions européennes qui se tiennent avec les ministres de chaque pays, afin que les gouvernements rendent des comptes de leurs décisions prises à Bruxelles devant leur parlement.

Mieux protéger les droits fondamentaux qui sont au cœur des valeurs de l'Union européenne

Ces dernières années, la liberté de la presse, l'indépendance de la justice et donc la démocratie ont été menacées notamment en Hongrie et en Pologne. Pour s'assurer que ces valeurs européennes soient effectivement protégées, j'ai demandé à ce que **d'avantage de moyens soient donnés à l'Agence des droits fondamentaux** de l'Union européenne.

Parce que chaque citoyen est un acteur de la démocratie, j'ai également demandé la création d'une **conférence citoyenne d'évaluation des droits fondamentaux** afin que chacun puisse donner son avis sur l'évolution de la situation de ces droits dans chaque pays.

Le saviez-vous ?

Les valeurs de l'Union européenne sont communes aux 27 pays de l'Union. Elles garantissent une société dans laquelle règnent le pluralisme, la tolérance, la justice, la solidarité, la non-discrimination et l'égalité. On les retrouve dès l'article 2 du traité de l'Union européenne.

Tirer les leçons de la pandémie de Covid-19

Dans la commission spéciale sur la pandémie de Covid-19, nous avons tiré les leçons de la crise et formulé des recommandations pour l'avenir. J'ai été particulièrement attentif à la continuité de l'enseignement pour les enfants ainsi qu'à la lutte contre les fausses informations sur les vaccins, en particulier aux Antilles et en Guyane.

Protéger les plus vulnérables

Pendant la pandémie de Covid-19, **les enfants et les femmes ont été particulièrement affectés** par les confinements successifs. Cela a entraîné des conséquences délétères tant en ce qui concerne le niveau d'éducation, que la santé physique des enfants et des femmes, mais aussi l'accroissement des inégalités. Les confinements ont en outre causé une augmentation sensible des violences intrafamiliales. J'ai donc soutenu notamment **la continuité pédagogique pour les enfants**, le maintien d'infrastructures sportives et la mobilisation des forces de polices pour que les femmes victimes de violences puissent être protégées.

672 milliards

D'EUROS de plan de relance pour aider à réparer les dommages économiques et sociaux causés par la pandémie COVID-19

1,7 milliards

DE DOSES DE VACCIN fournies en 2022 aux États membres de l'Union européenne en un temps record

250 000

VIES SAUVÉES environ grâce aux vaccinations en temps utile (OCDE)



Rencontre avec les urgentistes de Fort-de-France

Prendre en compte l'expertise des Outre-mer dans la gestion des maladies

Les Ultramarins sont confrontés depuis de nombreuses années à des crises sanitaires liées à la dengue, au chikungunya ou à Zika. **Ces maladies se propagent par l'intermédiaire du moustique tigre** désormais présent partout en Europe. L'expertise qui existe dans nos territoires en matière de gestion de crises de ce type est importante et doit être prise en compte pour mieux anticiper l'avenir et mieux comprendre et traiter les maladies. C'est pourquoi, j'ai demandé à ce qu'elle soit valorisée.

Les Outre-mer sont des territoires de solutions et nous devons utiliser leur savoir-faire pour traiter des problèmes qui touchent désormais l'ensemble des citoyens européens.

Renforcer les liens entre l'Union européenne et les pays d'Afrique, de la Caraïbe et du Pacifique (ACP)

Né en Côte d'Ivoire, ayant vécu sept ans dans plusieurs pays africains, Martiniquais et habitant de la Caraïbe, c'est tout naturellement que j'ai souhaité m'investir dans les **relations avec les pays d'Afrique, de la Caraïbe et du Pacifique (ACP)**. En tant que 1er Vice-président de la Délégation entre l'Union européenne et les pays ACP, je souhaite renforcer les liens avec ces États notamment grâce à une meilleure coopération en matière d'éducation. Suite à la signature de l'Accord de Samoa (Post-Cotonou) en novembre 2023, qui vient régionaliser les Assemblées pour un partenariat amélioré et plus efficace, je suis désormais **co-président de l'Assemblée régionale Afrique**.

Une coopération toujours plus étroite avec 79 pays

Depuis mon arrivée, j'ai pris part aux Assemblées parlementaires paritaires, qui réunissent deux fois par an les membres de l'UE et des ACP afin d'avancer sur des sujets communs. Pendant ces assemblées, nous votons notamment des résolutions pour favoriser la coopération, le développement ou dénoncer des situations intolérables.

En outre, en tant que co-président du Forum des femmes, dont l'objectif est de porter la voix des femmes des ACP et de l'UE, je lutte pour réduire les violences faites aux femmes, en particulier en ce qui concerne les mutilations génitales ainsi que pour favoriser l'égalité femmes-hommes pour donner à toutes les mêmes chances.

Dans le cadre de ces fonctions, j'ai également rencontré de nombreux représentants de pays membres des ACP. Ces rencontres bilatérales me permettent d'échanger sur les situations politiques, économiques et sociales du pays ainsi que de mettre en avant la position du Parlement européen.



Rencontre avec Mariatou Koné, ministre de l'Éducation nationale et de l'alphabétisation de la Côte d'Ivoire



Rencontre avec John Dramani Mahama, ancien Président du Ghana



Échanges avec Anicet-Georges Dologuélé, ancien premier ministre de la Centrafrique



Rencontre avec Albert Nsengiyumva, secrétaire exécutif de l'Association pour le Développement de l'Éducation en Afrique (ADEA)

Afrique

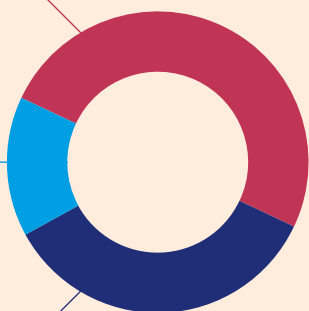
150 milliards d'euros

Caraïbe

45 milliards d'euros

Asie et Pacifique

105 milliards d'euros



300

MILLIARDS D'EUROS investis par l'Union européenne au cours des prochaines années pour les pays d'Afrique-Caraïbe-Pacifique.

Ces financements massifs permettront de relever des défis qui nous concernent tous comme la lutte contre le **changement climatique**, l'**amélioration des systèmes de santé** ou encore le **renforcement de la compétitivité**.

À l'heure où l'influence de la Russie et de la Chine grandit sur ces pays, la réponse de l'Union européenne est massive. Avec cette stratégie « **Global Gateway** », l'Union européenne participe au rayonnement de nos valeurs de paix, de solidarité et de prospérité dans le monde.

Européenne et l'Afrique



Conférence pour renforcer le partenariat entre l'Afrique et l'Union européenne grâce à l'Éducation.

Renforcer le partenariat Afrique-UE grâce à l'éducation

Alors que les liens entre l'Union européenne et l'Afrique se sont distendus, je souhaite renforcer la confiance entre nos deux continents à partir d'une **coopération renforcée en matière d'éducation**. Avec un ancien ministre rwandais, expert en matière d'éducation, nous avons organisé une conférence au Parlement européen rassemblant des personnalités politiques, des hauts fonctionnaires et des représentants associatifs.

À la suite de ces discussions à haut niveau, nous avons pu formuler des propositions concrètes pour améliorer la coopération entre l'Afrique et l'Union européenne :

- Développer l'enseignement gratuit et de qualité, en toute sécurité, voire une obligation d'éducation scolaire, **sans discrimination de genre**.
- Mise en place de stratégies d'appui efficaces d'évaluation pour proposer une instruction et un enseignement adaptés.
- Soutien à la mobilité des jeunes en Afrique, avec la mise en place d'un programme d'échanges inspiré de notre programme ERASMUS +.
- Créer des **transferts d'expériences** efficaces qui permettent aux deux continents de tirer parti des expériences de chacun, dans un rapport gagnant-gagnant.

Ces priorités seraient mises en œuvre par une **Agence européenne de l'éducation** qui permettrait de coordonner toutes ces actions et de centraliser l'ensemble des besoins et des réponses à y apporter. En partant des besoins des pays d'Afrique, cette Agence permettrait de **renforcer la confiance et donc la coopération globale** entre nos pays.

Renew Europe engagé pour faire vivre nos idées progressistes avec nos partenaires Africains



Sommet RENEWPAC avec les parlementaires libéraux africains et européens à Marrakech.

Le groupe Renew europe échange très régulièrement avec nos collègues démocrates, libéraux et progressistes africains par le biais d'un groupe interne dédié, appelé **RenewPac**. Nous avons des réunions RenewPac à chaque session plénière du Parlement européen, mais aussi, une fois par an, lors du sommet qui nous réunit sur le continent africain, dont le prochain se tiendra à Dakar, au Sénégal en décembre.

Les idées évoquées, les propositions formulées se retrouvent ensuite dans les résolutions que nous défendons devant l'ensemble de nos collègues européens au Parlement. Ce travail a été compilé dans un Manifeste commun qui fixe notre ligne politique, tant du côté européen qu'africain.

Les Outre-mer au Parlement européen



Accueil à Bruxelles des élèves du collège Florette Morant (Morne-à-l'Eau Guadeloupe)



Accueil à Strasbourg des élèves du collège François-Auguste Perrinon (Fort-de-France, Martinique)



Accueil à Strasbourg des élèves du lycée professionnel Léopold Bissol (Le Lamentin, Martinique)



Accueil à Strasbourg des élèves du lycée général et technologique de Bellevue (Fort-de-France, Martinique)



Accueil à Strasbourg des élèves de l'INSPE de Guyane



Accueil à Bruxelles des jeunes accompagnés par l'association Émanciper Mayotte



Rencontre avec Roberta Metsola, présidente du Parlement européen



Avec des participants du European Youth Event, au Parlement européen à Strasbourg



Accueil à Bruxelles des représentants du MEDEF Outre-mer

Les Antilles-Guyane s'invitent au Parlement européen

Après plusieurs mois de travail avec deux associations strasbourgeoises, le Cercle Européen de Représentation des Antilles-Guyane et Kréyol'KaDans, tous mes collègues ont pu découvrir, à **travers une exposition**, la richesse et la diversité que représentent la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane pour l'Union européenne.

En plus des informations de l'exposition, j'ai souhaité faire découvrir les saveurs de nos territoires des Outre-mer à mes collègues via une **dégustation de nos spécialités culinaires et de nos rhums**. Grâce aux danseurs de la diaspora ultramarine de Strasbourg, mes collègues ont pu **entendre et vivre les danses antillo-guyanaïses**.



Un Max de rencontres dans les Outre



Réunion publique « Mes propositions pour réveiller les Outre-mer » à Schœlcher (Martinique)



Rencontre avec des cheffes d'entreprise à ma permanence parlementaire à Fort-de-France (Martinique)



Rencontre avec des lycéens du Lycée de Bellevue à Fort-de-France (Martinique)



Avec le ministre Philippe Vigier devant la Montagne Pelée à Saint-Pierre (Martinique)



Visite d'une exploitation agricole au Lamentin (Martinique)



Dédicace à Aimé Césaire dans sa maison de Fort-de-France (Martinique)



Réunion publique pour présenter le rôle de l'Union européenne à Mayotte



Avec le ministre Philippe Vigier pour soutenir les Mahorais lors de la crise de l'eau



Conférence du Parti Démocrate Européen à Ténériffe (îles Canaries)



Rencontre avec les pêcheurs au Gosier (Guadeloupe)



Avec des jeunes étudiants de l'Université de Guyane à Cayenne



Au Centre spatial guyanais à Kourou pour le lancement d'Ariane V

Un colloque pour trouver des solutions pour les Outre-mer

Les 22 et 23 juin, j'ai réuni à Schoelcher, en Martinique, des experts locaux, des représentants de Collectivités des Outre-mer, de la Commission européenne, des ministres, des élus et des députés européens pour trouver des solutions pour nos territoires. **Des dizaines de propositions concrètes ont été formulées sur l'environnement, l'emploi et l'éducation, j'en retiens trois :**



Ouverture du Colloque les Outre-mer des Solutions à Schoelcher (Martinique)

- Faire des Outre-mer des **laboratoires des solutions climatiques**.
- Créer une université européenne de la Caraïbe.
- Placer l'ensemble des Outre-mer en **zones franches sociales** pour renforcer le pouvoir d'achat et lutter contre le chômage.

Une délégation au service des régions ultrapériphériques

Grâce à l'engagement de la délégation L'Europe Ensemble, les spécificités des régions ultrapériphériques ont été prises en compte au Parlement européen. Nous utilisons pour cela pleinement les possibilités prévues pour les Outre-mer à l'article 349 du traité de Lisbonne.

Agir pour la continuité territoriale

Les vols **entre une région ultrapériphérique et son État membre, et entre deux régions ultrapériphériques**, n'auront pas à respecter les nouvelles règles sur les émissions et les carburants durables. C'est une nécessité pour ne pas augmenter le prix des billets d'avions qui sont déjà beaucoup trop chers pour les ultramarins.

L'obligation d'utilisation de carburants renouvelables dans le transport maritime est également diminuée de moitié pour les trajets au départ ou à destination des régions ultrapériphériques. C'est un bon équilibre entre la nécessaire **transition verte du secteur** et la **prise en compte de l'éloignement** de ces régions et donc leur besoin d'accès facilité à la mobilité.

Lutter contre la vie chère

Je veux redonner du pouvoir d'achat aux Ultramarins et créer des emplois grâce à la mise en place de **zones franches sociales**.

Pour développer nos territoires, nous devons mobiliser pleinement les fonds européens mis à notre disposition.

Soutenir l'agriculture de nos territoires

Les productions historiques, telles que la banane ou la canne, tout comme l'agriculture de diversification sont soutenues par l'Union européenne. Dans un contexte d'efforts budgétaires, la délégation a obtenu que l'aide à l'agriculture, le budget du **programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité (POSEI)**, soit maintenue pour les Outre-mer.

Faire des Outre-mer des territoires 100% énergies renouvelables

Nous nous sommes battus pour **inclure la biomasse dans la définition des énergies renouvelables**. La biomasse forestière est nécessaire pour garantir la sécurité énergétique de la Guyane.

Nous avons également obtenu une dérogation pour les petits systèmes isolés dans la directive sur les émissions industrielles. Alors que les régions ultrapériphériques ne sont pas raccordées au réseau central européen, cet amendement était **indispensable pour leur autonomie énergétique**.

Renforcer l'économie bleue

Face au fléau des sargasses, j'agis à Bruxelles comme à Paris pour débloquer des **aides massives** et mettre en place les moyens techniques pour **lutter efficacement et collectivement** contre ces invasions.

Le Gouvernement est mobilisé pour faire financer les flottes de pêches vieillissantes et ainsi permettre de développer une filière d'avenir dans les RUP ainsi que pour **assurer la sécurité des pêcheurs**.

Intégrer les Ultramarins à la mobilité européenne

J'ai obtenu de la Ministre de l'Enseignement supérieur le **doublément du nombre d'étudiants antillais en mobilité Erasmus +**.

Des victoires communes pour une Europe forte

La délégation L'Europe Ensemble s'engage avec force sur de nombreux sujets pour les mener à terme. Nous avons rendu concrets les engagements pris en 2019 pour améliorer la vie des citoyens européens.

LA NEUTRALITÉ CARBONE DE L'EUROPE

d'ici 2050

LA CONFÉRENCE SUR L'AVENIR DE L'EUROPE

pour faire contribuer directement les citoyens aux réflexions sur notre futur

Lancement du PACTE SIMONE VEIL

pour améliorer et renforcer les droits de chaque Européenne

Doublement du FINANCEMENT ERASMUS+

pour la mobilité étudiante et des apprentis.

Réglementation des PLATEFORMES NUMÉRIQUES

afin de créer un espace en ligne plus sûr

Construction d'une EUROPE DE LA SANTÉ

avec le programme EU4Health

Réforme du PACTE ASILE ET MIGRATION

pour une réponse responsable et solidaire face aux enjeux migratoires

870 MILLIONS D'EUROS

pour les plus précaires sur la période 2021-2027 en France, une hausse de 48% par rapport à la période précédente

Développement d'une POLITIQUE EUROPÉENNE SPATIALE COMMUNE

40 MILLIARDS D'EUROS POUR LA FRANCE

dans le cadre du plan de relance européen après la pandémie

Conditionner les signatures des accords de libre-échange au RESPECT DE L'ACCORD DE PARIS

90 MILLIARDS D'EUROS POUR LE FONDS SOCIAL EUROPÉEN + sur la période 2021-2027

Garantir un SALAIRE MINIMUM POUR CHAQUE EUROPÉEN

adapté à chaque pays, afin de permettre à tous une vie digne

Conditionner l'accès des fonds européens au RESPECT DES VALEURS COMMUNES

UNE EUROPE DE LA DÉFENSE PLUS TANGIBLE

8 milliards d'€, pour la période 2021-2027, pour la recherche et le développement du secteur militaire européen

LE RETRAIT EN 1 HEURE DES CONTENUS TERRORISTES

sur les réseaux sociaux

LA PROTECTION DE 30% DES ZONES MARINES EUROPÉENNES

d'ici 2030

87 MILLIONS D'EUROS DANS LE FONDS SOCIAL CLIMAT

pour accompagner les Européens dans la transition écologique

Je remercie mon équipe

À Bruxelles et à Strasbourg : Maeva Dargaud-Tarquin,
Guilhem Dénéchau, Aurélien Pommier et Ugo Rostaing

À Fort-de-France : Sonia Cantinol

Pour me contacter

Bureau de Bruxelles

Parlement Européen
Bâtiment Willy BRANDT, 04M081
60 rue Wiertz
1047 Bruxelles
Belgique

Bureau de Strasbourg

Parlement Européen
Bâtiment Winston CHURCHILL, M02019
1 avenue du Président Robert Schuman
67070 Strasbourg
France

Permanence parlementaire

Tour Lumina
1 avenue Loulou Boislaville
97200 Fort-de-France
Martinique

Téléphone

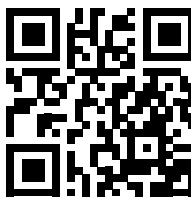
+32 2 28 45 573

Courriel

max.orville@europarl.europa.eu

Site internet

maxorville.eu



renew europe.

DÉLÉGATION
**L'EUROPE
ENSEMBLE**
AU PARLEMENT EUROPÉEN

**MOUVEMENT
DÉMOCRATE**

Document réalisé par Max Orville de la délégation l'Europe Ensemble,
avec le soutien du groupe Renew Europe. Novembre 2023.

Crédits photo : © European Union - Source : EP

Design et production : © Loris Birkemeyer

Impression : DistribFlyers, 20 bis avenue Foch, 94100 Saint-Maur-des-Fossés